



A quoi un système économique (vraiment) écologique pourrait ressembler

Le changement climatique est désormais sur toutes les lèvres. Mais rien ne change et les solutions manquent. "System change" est un groupe de travail de la grève du climat qui présente des propositions pour une alternative concrète, réaliste, écologique et démocratique à notre système actuel.

Qu'est-ce qui ne va pas avec "le système" ?

De nombreux-euses économistes estiment que le système actuel est difficilement compatible avec l'écologie. Dans un monde où les entreprises sont dirigées par des intérêts privés à la recherche de profit, le respect de l'environnement reste impossible à atteindre.

Il existe maintenant de nombreux ouvrages de qualité qui remettent en cause le mythe d'une "croissance verte" ou d'un découplage. Nous vous les recommandons vivement (dans notre grand document disponible sur climatestrike.ch/fr/system-change, vous trouverez quelques sources à ce sujet). Mais nous voulons ici mettre l'accent sur autre chose : un autre modèle économique qui puisse, lui, être écologique.

Mais il n'y a pas d'alternative!

Heureusement, l'économie soviétique n'est pas le seul autre système économique imaginable, dans lequel nous sommes contraints de sombrer dès que nous décidons de changer certaines règles de base de l'économie.

Step one

Ce ne sont pas les riches actionnaires principalement intéressés par le profit qui doivent pouvoir prendre les grandes décisions économiques, mais les citoyen-nes! Et comment ? Les citoyen-nes pourraient décider par vote de ce que nous voulons produire et consommer en tant que société, et comment nous voulons utiliser les ressources dont nous disposons pour ne pas dépasser les limites de notre planète. Ces décisions seraient ensuite mises en œuvre de manière décentralisée par des banques locales à but non lucratif. Les entreprises demanderaient de l'argent à ces banques locales et autogérées pour financer leurs activités. Celles-ci se devront de respecter les choix d'investissement définis au préalable démocratiquement. En même temps, elles évalueront, comme c'est le cas actuellement, si l'entreprise est efficace avant de lui accorder de l'argent.

Concrètement, cela signifie que la Suisse organiserait par exemple tous les deux ou trois ans un vote sur les grandes directions économiques au cours duquel chacun-e pourrait décider dans quels secteurs économiques notre argent doit être investi. Préférons-nous par exemple investir dans les énergies vertes ou continuer à injecter des ressources financières dans les combustibles fossiles ? Voulons-nous encourager la production alimentaire locale ou permettre aux entreprises d'importer des aliments du monde entier ? Comme dit plus haut, ce cadre général devra ensuite être respecté par les banques locales. Ces banques n'auraient pas de propriétaires privés externes qui recherchent uniquement la rentabilité, mais s'organiseraient comme des coopératives.

Pour prêter de l'argent aux entreprises, les banques auraient recours à un fonds commun, constitué à l'aide d'un impôt sur les entreprises. Les banques devront respecter les décisions démocratiques lorsqu'elles font un prêt. Une variante pour institutionnaliser concrètement la décision populaire serait de recourir aux différences de taux d'intérêt : pour les entreprises polluantes, les taux d'intérêt seraient plus élevés que pour les entreprises respectueuses de l'environnement. Cela permettrait d'injecter de l'argent dans les secteurs que nous considérons

collectivement comme importants, tandis que d'autres seraient obligés d'arrêter leurs activités polluantes, car ils ne recevraient probablement pas les fonds nécessaires pour survivre à long terme.

Dans ce nouveau système, les investisseurs privés, ainsi que la bourse, ne seraient donc plus nécessaires pour financer les entreprises et pourraient être abolis.

Toujours step one

Chacun et chacune doit pouvoir bénéficier d'une garantie économique. La transition écologique implique des secteurs en croissance, d'autres en recul, et donc une réorganisation importante de la main-d'œuvre. Pour que les personnes soient favorables à un tel changement radical, leurs emplois ou leurs revenus doivent être garantis. Sinon nous risquons une crise sociale et économique.

Comment se présente une telle "sécurité économique" ? Elle peut prendre plusieurs formes :

- Les travailleur-euses ont un accès garanti à un emploi : si les entreprises n'ont pas de postes, l'Etat intervient comme employeur en dernière instance et embauche dans des secteurs écologiques et sociaux. Une autre proposition serait un droit à la formation continue avec une continuité du salaire. Les travailleur-euses en reconversion professionnelle pourraient conserver le même salaire jusqu'à ce qu'ils-elles trouvent un nouvel emploi dans des secteurs écologiques.
- Un revenu de base est versé chaque mois à toutes les personnes. Le meilleur moyen de financer cela serait d'instaurer un impôt fortement progressif sur les entreprises. Une possibilité similaire serait qu'une partie du revenu de chaque employé-e soit versée par une mise en commun des recettes de toutes les entreprises. Cela permettrait aux travailleur-euses indépendant-es et aux entreprises à forte intensité de main-d'œuvre de mieux survivre. Les personnes travaillant dans des secteurs polluants pourraient également trouver plus rapidement un emploi dans une autre entreprise, car un emploi représenterait une charge financière moins importante pour une entreprise.
- Les structures publiques sont étendues : la satisfaction des besoins de base comme le logement, la nourriture, le transport, etc. est assurée à tout le monde.

Ces deux piliers - investissement démocratique, garantie économique - sont nécessairement liés et doivent être mis en œuvre simultanément si l'on veut parvenir à un "changement de système".

Pour qu'un tel système basé sur la démocratie puisse être écologique, les mentalités doivent changer : si les gens ne sont pas convaincus de la nécessité d'agir de manière écologique, ils ne voteront pas dans ce sens. Cependant, une économie qui respecte les deux piliers décrits constituerait un terreau fertile pour des initiatives et des décisions politiques écologiques. En effet, un système où chaque personne peut directement prendre des décisions sur les grandes directions économiques tout en sachant qu'elle est, quoi qu'il arrive, économiquement protégée, nous semble être une meilleure option que le capitalisme actuel.

Il est également important de garder à l'esprit que les problèmes environnementaux sont internationaux. Pour vraiment stopper le changement climatique, nous avons besoin d'un changement de système mondial. Nous devrions donc chercher des moyens de contribuer à un mouvement mondial, de nous organiser au niveau international et de nous solidariser avec les pays du Sud.

Si ces propositions ont éveillé votre intérêt, vous trouverez sur notre site web (climatestrike.ch/fr/system-change) **une version plus détaillée** de ces mesures à lire et à partager. Si vous souhaitez contribuer à notre groupe, à nos activités et à nos réflexions, n'hésitez pas à nous écrire. Nous nous réjouissons de vos contributions !

